

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS: Roubaix-Tourcoing: Trois mois. 43.50

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. 45 fr.

La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance.

Table with 2 columns: Item (e.g., 3 0/0, 4 1/2 0/0) and Price (e.g., 36 10, 119 45)

Table with 2 columns: Item (e.g., Act. Banque de France, Société générale) and Price (e.g., 3400 00, 557 00)

Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 11 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS: Roubaix-Tourcoing: Trois mois. 43.50

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. 45 fr.

La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance.

Table with 2 columns: Item (e.g., 3 0/0, 4 1/2 0/0) and Price (e.g., 36 10, 119 45)

Table with 2 columns: Item (e.g., Act. Banque de France, Société générale) and Price (e.g., 3400 00, 557 00)

Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 11 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

DEPECHES COMMERCIALES New-York, 12 juin. Change sur Londres, 4,86 25; change sur Paris, 5,18 12, 100.

tron », en assurant aux élections prochaines le succès des candidats décidés à suivre sa fortune politique ?

Mais, si l'intérêt de M. Gambetta est évident, nous nous demandons ce que la Chambre gagnera en influence ou en considération. Nous le savions « ministérielle » ; pas au point cependant de se déjuger d'une manière aussi flagrante qu'elle le fera, en votant une amnistie qu'elle repoussait avec tant d'énergie, il y a si peu de temps et à diverses reprises. Et nous attendons avec une impatiente curiosité de connaître le vote de certains députés.

Le correspondant parisien de l'Evening Standard dit avoir pu se procurer le résumé des rapports confidentiels adressés par les préfets au ministre de l'intérieur, et l'extrait de cette pièce les données suivantes :

« La situation que les décrets du 29 mars ont faite aux préfets est si intolérable, que plusieurs de ces fonctionnaires ont offert leur démission ou demandé leur changement. Ils ont à lutter contre une partie de leurs employés — les uns conservateurs, les autres radicaux — qui désapprouvent les décrets, vu le trouble et les décrets, vu le trouble et les alarmes que ces fatales mesures jettent dans les familles. La suppression des professions a donné lieu à des plaintes, lesquelles disent les préfets, sont fondées dans une certaine mesure, car en supprimant les professions on a causé un tort immense au commerce. »

Quant aux grèves, la majorité des préfets affirme qu'elles recommenceront à coup sûr. Si les ouvriers sont renoués dans leurs ateliers, c'est uniquement par crainte de la faim, mais le fond de leurs idées est toujours le même. Les préfets se plaignent du grand nombre d'étrangers, — surtout des Allemands, — qui résident en France et trouvent du travail dans les manufactures. Il y a bien quelques meneurs socialistes parmi les ouvriers, mais la masse est honnête.

En ce qui est du commerce intérieur et à l'encontre des statisticiens officiels, il n'a jamais été dans un état aussi languissant. A tort ou à raison, producteurs, manufacturiers, consommateurs, sont comme paralysés par leur manque de confiance dans l'avenir. Tous se plaignent de ce que le Gouvernement et les Chambres s'occupent beaucoup trop de politique et pas assez des affaires commerciales.

Les mesures du ministre de la guerre sont désapprouvées par les officiers supérieurs. La loi est à l'état latent dans les rangs de l'armée, et il en est de même dans ceux de la magistrature.

La conclusion des préfets est qu'un grand nombre de personnes qui s'étaient ralliées à la République sont déjà prêtes à passer dans le camp ennemi, tant elles sont opposées aux mesures vexatoires du Gouvernement.

LA CONSULTATION DE M. ROUSSE

M. Rousse, l'éminent bâtonnier, le nouveau membre de l'académie française, vient de terminer son Mémoire sur les congrégations religieuses non autorisées. Hier, il a revu les dernières feuilles et donne le son à tirer ; le Mémoire paraîtra lundi soir ou mardi matin. Sa publication a subi un léger retard parce que M. Rousse a voulu le soumettre à son ami M. Dufaure, qui l'a gardé deux jours et lui a donné son entière approbation.

Cette consultation ne forme pas, comme

tion serait complète. Mais je suppose que tu n'as renoncé ni au baccarat, ni aux paris, ni aux demoiselles à la mode.

— Non, ma foi ! Si j'y renonçais, je me priverais de mes meilleures chances. Ce n'est pas en restant au coin de mon feu que je rencontrerai la propriétaire du bracelet.

— Ah ! oui, le bracelet... qu'en as-tu fait ? — Toi, tu l'aurais jeté dans la Seine, en même temps que la main. Moi, je suis allé le montrer à mon bijoutier et, en m'adressant à lui, je suis bien tombé, car il l'a reconnu tout de suite.

— Pour l'avoir vendu ? — Non, pour y avoir remis un diamant qui manquait.

— Alors, il sait à qui appartient ce bijou ? — Pas précisément. Mais il m'a donné des indications précieuses. Le bracelet lui a été apporté, il y a un mois à peu près, par une femme jeune et jolie qui n'a l'air ni son nom, ni son adresse... et qui est revenue huit jours après chercher l'objet.

provoqué par la démarche faite auprès de lui par les membres de l'Union républicaine, il n'est pas douteux qu'il en entretiendra prochainement les membres du Gouvernement.

La délibération, du reste, comme je l'écrivais en commençant, ne peut porter que sur une question de date, attendu qu'il y a longtemps que, dans le fond comme dans la forme, l'amnistie est virtuellement accomplie. Dans le fond, pour la rentrée en France de l'immense majorité des condamnés de la Commune ; dans la forme, c'est-à-dire en principe, parce que tout, sous ce rapport, a été successivement abandonné, et qu'il ne reste plus rien, pas dans l'ordre moral que dans l'ordre matériel, de ce fameux *Jamais !* qui, il y a six mois, paraissait le dernier mot de la majorité aussi bien que du gouvernement.

Cependant, l'extrême gauche doute encore. Il lui paraît que le Sénat n'est pas favorable à la mesure projetée, et qu'en prévision de son opposition et aussi pour donner satisfaction à ceux qui veulent absolument que la célébration de la nouvelle fête nationale du 14 juillet soit consacrée par un acte de clémence, le gouvernement se déciderait, non pour l'amnistie, mais pour l'obtention de grâces individuelles comprenant cette fois tous les condamnés contumax ou non pour participation à l'insurrection de 1871.

Comme les bonnes raisons ne manquent pas à l'appui de cette résolution, par exemple l'avantage de maintenir, par la privation de leurs droits civils, les graciés en dehors de la politique militante et les empêcher ainsi de troubler l'ordre et le gouvernement établi, vous comprenez que l'inquiétude est grande parmi les intéressés. Ce serait, et ils ne le cachent pas, une nouvelle campagne de leur part à recommencer pour que la grâce fût transformée en amnistie, et en attendant, les graciés refuseraient de rentrer, l'agitation actuelle continuerait, et le seul bénéfice que le gouvernement espère retirer de ses concessions, l'apaisement électoral, ne serait pas réalisé. C'est pourquoi il y a toute chance que, cette fois, ce sera le Parlement et non le Président de la République, qui assumera la responsabilité des mesures de grâce ou d'amnistie, et si c'est le Parlement, il n'est pas difficile de deviner le parti auquel il s'arrêtera.

Je vous ai fait connaître, hier, les quatre bases des négociations pour le traité de commerce adoptées par le gouvernement anglais. Les dégrèvements sur les vins concédés par M. Gladstone constituent, on le reconnaît, un grand point pour les intérêts français, et l'exclusion du futur traité de tout ce qui concerne les bestiaux et les produits agricoles est considérée, d'autre part, comme chose capitale. L'on s'attend, du reste, à ce que cette exclusion soit appréciée contradictoirement suivant les intérêts de certains départements plus ou moins voisins de l'Angleterre. En tout cas, l'avis général est que les négociations ne pouvaient mieux débuter et qu'il est permis désormais d'augurer favorablement de leur issue.

En tout cas, la juste susceptibilité de la Commission sénatoriale du tarif des douanes a frappé tout le monde et on attend les explications du ministre du commerce pour connaître la véritable valeur des engagements pris par

notre représentant à Londres. Il semble, du reste, que ces engagements, aussi bien que ceux de M. Gladstone, ne peuvent avoir été consentis que sous la réserve de l'approbation du Parlement dans les deux pays. Si M. Léon Say eût été à son poste de président du Sénat, nul doute qu'il n'eût édicté ses collègues sur ce point ; à son défaut, M. Tirard s'en chargerait.

La proposition de dégrèvement des sucres émanée du ministre des finances, paraît devoir faire la fortune du dégrèvement des vins. Depuis que je vous en ai entretenu, l'opposition dont elle est l'objet n'a fait que s'accroître, et comme elle révélait un excédant de dépenses de 125 millions, il est arrivé qu'un groupe composé d'une centaine de députés a formulé un amendement proposant d'appliquer ces 125 millions à la réduction de moitié, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1881, des divers droits (détail, circulation, entrée, taxe unique, taxe de remplacement) perçus par l'Etat sur les boissons dites hygiéniques, vins, cidres, poirés et hydromel.

Si, comme tout le fait supposer, cet amendement vient à prévaloir, voilà les projet de M. Magnin renvoyés aux calendes grecques, puisqu'on lui coupe l'herbe sous le pied. Les amis du ministre prétendent, du reste, et l'aveu ne laisse pas que d'être assez singulier, que c'est précisément en vue de faire dégrever les vins, que le ministre a proposé de dégrever les sucres, parce que c'était, suivant lui le seul moyen de réchauffer le zèle des membres de la commission assés réductions à opérer sur les droits des boissons.

Quoi qu'il en soit, après que l'Etat se sera ainsi exécuté, il paraît difficile que les conseils municipaux des grandes villes, notamment celui de Paris, ne fassent pas aussi quelque chose pour témoigner de leur sollicitude à l'égard des travailleurs, en diminuant à leur tour dans une certaine mesure, les droits d'octroi des boissons. La République française le donne clairement à entendre, ce matin, à l'assemblée du pavillon de Flore.

C'est le 3 septembre, que la statue élevée à Saint-Germain-en-Laye à M. Thiers, sera inaugurée. On s'attend à ce que M. Gambetta présidera à cette solennité et qu'elle lui fournira l'occasion d'un grand discours dans lequel, puisqu'il se pose en successeur de l'illustre homme d'Etat, il tracera le programme de la politique opportuniste substituée par lui à la politique conservatrice de son modèle.

Les nouvelles voitures blanches, dont on avait parlé à l'occasion du grand prix, ont décidément fait leur apparition à Paris. Le prix de la course est de 75 centimes et celui de l'heure de 1 franc 25, bon marché qui s'explique de la façon suivante : Les voitures sont en réalité des boîtes de publicité, car elles sont tapissées intérieurement et extérieurement d'annonces et de réclames. L'administration fournit la voiture et bénéficie du prix des annonces. Le cocher qui fournit le cheval bénéficie en totalité du prix de la course ou de l'heure. Quant aux voyageurs qui profitent de la combinaison, ils ont le droit d'espérer que leurs petits-fils, le progrès aidant, seront voitures gratis.

Les nouvelles des récoltes, mais particulièrement des céréales, sont

monde-là, mon cher, et quand j'y aura exhibé mon bracelet pendant huit jours, tout le Paris qui s'amuse saura que je le porte, et la dame qui l'a perdu finira par apprendre qu'un monsieur l'a trouvé.

Maintenant, l'es-tu jamais demandé ce que doit penser cette coquine et son complice des suites de leur aventure ? Ils sont partis précipitamment après avoir manqué leur coup, laissant prise dans l'étau cette main qu'ils ont sacrifiée pour se sauver. Ils devaient s'attendre à lire dans les journaux qu'une tentative de vol avait été commise chez un banquier de la rue de Suresnes, commise par une femme qui s'est mutilée elle-même et qu'on recherche activement.

Rien de tout cela. Les journaux annoncent seulement qu'une main a été péchée dans la Seine, et qu'on ne sait qu'il y a jeté. Ils concluent de ce fait divers que M. Dorgères n'a pas déposé de plainte et le complice de la voleuse a l'audace de revenir le lendemain attaquer la caisse.

Cette fois, il était mieux renseigné et il a réussi à l'ouvrir sans accident. Et, après cette seconde expédition, même silence. La presse ne dit mot de l'affaire. Evidemment, le banquier ne veut pas se plaindre.

FEUILLETON DU 13 JUIN

— 17 —

LA MAIN COUPÉE

PAR F. DU BOISGOBEY.

CHAPITRE III

Il faut dire que j'ai sur mon concurrent un gros avantage. Je connais l'histoire de la main coupée et il n'en a pas le plus léger soupçon.

Qu'il poursuive Carnoël, je ne l'en empêche pas. Moi, je poursuis la manchotte. C'est plus sûr.

— Qui ruinerait du coup tes espérances, car Alice reviendrait à ses premières amours. Mais cette considération ne m'arrêtera pas, et je vais travailler consciencieusement à faire apparaître la vérité.

Je n'ai point de parti pris, et je ne veux de mal à personne. Si j'arrive à me convaincre que le Carnoël est innocent, j'en serai ravi et je proclamerai partout son innocence. Si, au contraire, je reconnais qu'il était le complice de la dame au moignon, tant pis pour lui... et tant mieux pour toi, quoi que tu en dises.

— Tu l'as gardé ? — Parbleu ! je l'ai d'abord serré précieusement dans un secrétaire où je mets mon

argent et mes correspondances intimes. Et puis, j'ai réfléchi qu'on pouvait me le voler. Un meuble de bois de rose est plus facile à forcer qu'une caisse. Je me suis décidé à porter le bracelet.

— Au bras ? — Mon Dieu, oui. Tiens, vois, dit Maxime, en retroussant la manche droite de son pardessus. Il me gêne, quoique j'aie presque un poignet de femme, mais il tient parfaitement, et je te réponds que je ne le perdrai pas.

— Je le crois, mais on se moquera de toi... — Oh ! on ne le verra que s'il me plaît de le montrer. Et quand on le verra, j'en serai quitte pour un peu de ridicule. On dira que je suis amoureux ; que ce bracelet est un souvenir de mon adorée qui m'a fait jurer de ne jamais m'en séparer.

Cette niaiserie ne me huirait pas auprès des femmes. Si ma petite cousine apprendrait que je suis devenu sentimental, je remontrerais de plusieurs crans dans son estime. En causant, les deux amis venaient d'arriver au bout de la rue de la Chaussée-d'Antin, et ils s'étaient arrêtés sur un des refuges circulaires qu'on a établis pour les pèlerins devant l'église de la Trinité.

— Tout cela ne m'apprend pas où tu prétends me conduire ce soir, dit Jules Vignory, que les discours excentriques de Maxime n'avaient pas converti. — As-tu compris du moins pourquoi je porte ce bijou ? As-tu saisi mon plan ? — Pas du tout. — Quoi ! tu ne devines pas que je veux chercher la propriétaire du bracelet là où

(A suivre).